

## **Les Pauvres ne sont pas pauvres parce que les riches sont riches**

Quelques commentaires en complément de l'interview d' *Allez Savoir*.

### **1. Les circonstances**

Cette interview fait suite à une colonne "L'invité" publiée dans *24 heures*. Cette colonne elle-même était une réponse à une attitude "Ils n'ont que ce qu'ils méritent" fréquente après le 11 septembre 2001 et qui serait sans doute encore plus commune dans le climat anti-américain prédominant aujourd'hui. Je ne réagis pas à une telle attitude lorsqu'elle est elle-même réaction à la posture politique de l'administration Bush et à son dédain affiché pour les positions du reste du monde. Mais lorsque ce qui est en question est la réalité économique, lorsque ce qui est entendu est que leur richesse est la cause de la pauvreté des pays islamiques et leur refus de la partager est la cause de la haine à laquelle ils font face, il y a là une erreur factuelle contre laquelle il faut réagir.

**2. De quoi s'agit-il?** J'interprète la phrase en titre comme signifiant que les uns sont pauvres parce que les autres s'approprient les ressources communes et que si les autres les détiennent, nécessairement les premiers en sont privés. Cette assertion participe d'une vision selon laquelle le revenu mondial est un gâteau de taille donnée qu'il faut se partager. Le problème économique est exclusivement un problème de répartition. Cette vision a une part de vérité : la logique de répartition est importante dans certains contextes où on peut parler de jeu à somme nulle. Dans le contexte des relations économiques internationales, elle est totalement dominée par une logique d'entraînement. Cette dernière insiste sur le fait que le revenu mondial et sa répartition à un moment donné de l'histoire est le résultat d'un processus de développement dans lequel la croissance des uns a des répercussions positives sur celle des autres. Dans cette logique, l'enrichissement des pays occidentaux ne s'est pas fait au détriment de ceux qui sont restés pauvres. Les Tigres asiatiques ne sont pas sortis de la pauvreté au détriment d'autres candidats possibles. Ni parce qu'ils auraient été «choisis ou favorisés» par les pays déjà développés. Les pays qui sont pauvres aujourd'hui ne seraient pas riches par le seul fait que les pays occidentaux seraient restés pauvres. Et aucun pays aujourd'hui n'aurait de quoi se réjouir si la conjoncture américaine s'affaiblissait de manière durable.

**3. Ce n'est pas une question d'idéologie!** La question de savoir si les effets d'entraînement sont quantitativement plus importants que les effets de répartition est une question factuelle sans contenu idéologique. L'affirmation selon laquelle les pauvres ne sont pas pauvres parce que les riches sont riches peut être vraie ou fausse. Mais ce n'est pas une affirmation de droite ou de gauche. Il se fait que c'est une affirmation qui, dans le contexte des relations économiques internationales, a énormément de support théorique et empirique au point que la très grande majorité des économistes y souscrivent. Elle peut surprendre. Elle peut (doit) conduire à des remises en question tant les intuitions des non-économistes y sont étrangères mais ce n'est pas une question face à laquelle on peut marquer son désaccord sans argument scientifique.

**4. L'assertion en titre ne signifie pas que les inégalités soient bonnes** ni même qu'il faille s'y résigner. Si sur le plan international elles sont l'inévitable conséquence d'un

processus de développement à vitesse variable, il est bien clair que ce processus laisse la place à une aide des pays pauvres par les pays développés<sup>1</sup>. Mais si l'objectif est le développement et non pas le soulagement de nos bonnes consciences, il ne faut aider que lorsque les institutions politiques et économiques sont suffisamment fortes pour que l'aide soit effectivement mise à profit et non gaspillée ou détournée. Force est de constater que malheureusement ces critères excluent aujourd'hui la majorité des pays musulmans. Une aide bien ciblée devrait théoriquement permettre d'accélérer le développement. Mais les montants plausibles dans le meilleur des cas d'aide au développement sont ridiculement faibles par rapport à l'effet quantitatif des mécanismes d'entraînement opérant dans le contexte du commerce international. C'est pourquoi il n'y a pas d'exemple de pays dont le développement a été tributaire de l'aide internationale. Si aujourd'hui le choix devait être entre la stagnation économique en Europe et aux USA accompagnée d'une augmentation massive de l'aide au tiers monde ou la reprise de la croissance sans augmentation de l'aide<sup>2</sup>, il est clair que la deuxième branche de l'alternative serait bien plus favorable aux pays en voie de développement que la seconde. Dans ce contexte suggérer que les Islamistes ont raison d'en vouloir aux Américains lesquels seraient responsables de leur pauvreté est un encouragement au terrorisme fondé sur une erreur factuelle.

**4. Sur un plan national, à l'intérieur d'un pays, les logiques sont sensiblement différentes.** C'est pourquoi dans l'article de *24 Heures* je faisais exclusivement référence aux inégalités internationales. Il est important de faire la distinction et l'interview d'*Allez Savoir* n'est pas aussi claire à ce sujet que je le souhaitais. Tout d'abord, les effets d'entraînement sont sensiblement moins forts dans le sens suivant : certes il est vrai que la croissance nationale et les effets conjoncturels – la marée monte pour tout le monde – sont les principales sources d'enrichissement pour le citoyen moyen. Mais il y a plus de place pour des effets de redistribution par la voie de l'impôt. Il y a place aussi pour une logique d'accaparement. Ainsi il n'y a aucune justification économique pour l'accaparement par une minorité d'un facteur non renouvelable comme la terre – un problème crucial dans certains pays d'Amérique latine. Il n'y a rien à gagner non plus de pures inégalités de richesse, même si les inégalités de revenu sont inévitables. Il est aussi reconnu que trop d'inégalité est mauvaise pour la croissance et le développement car elles exacerbent les tensions politiques et sociales. Cela étant, il y a aussi des limites aux possibilités de redistribution: on ne peut pas reconnaître l'importance des incitants économiques et se lamenter sur les inégalités qui en résultent. Mettre les inégalités de revenu au centre du discours revient à tout jager à l'aune de l'argent. Plutôt que chercher à minimiser les inégalités je préfère l'objectif de maximiser le bien-être des plus démunis. Dans cette perspective une bonne dose d'inégalités est acceptable, en fait même indispensable.

---

<sup>1</sup> A fortiori à une aide humanitaire dont le but n'est pas le développement mais la diminution des souffrances liées à la pauvreté.

<sup>2</sup> Renoncer aux pratiques commerciales discriminatoires à l'encontre des pays les plus pauvres serait une mesure d'accompagnement plus efficace que toute l'aide concevable.